



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEFAL S.A

4 AVENUE DE LA RESISTANCE
BP 52
71700 Tournus

Références : CJ/MV/2025/C_031
Code AIOT : 0005401066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement TEFAL S.A implanté 4 Avenue de la Résistance BP 52 71700 Tournus. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme d'action de recherche des rejets de substances PFAS - substances per- et poly-fluoroalkylées - dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEFAL S.A
- 4 Avenue de la Résistance BP 52 71700 Tournus
- Code AIOT : 0005401066

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Tefal à Tournus est spécialisé dans la production d'articles culinaires revêtus inox et émail. Il s'agit d'une unité de production (125 salariés) dépendante de l'unité de Rumilly (1750 salariés).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Transmission des résultats de mesures	AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.4	Sans objet
7	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 5	Sans objet
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de l'inspection n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a établi la liste des substances susceptibles de contenir des PFAS.

Concernant la mise à jour de cet inventaire, l'intégration de nouveau produit est soumise à une procédure consistant à exploiter les données présentes dans les fiches de données de sécurité ; en cas d'utilisation de nouveau produit, il sera recherché également la présence de PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

Dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, un protocole de surveillance des prélèvements et des rejets aqueux, identifiés à l'article 2.1 du présent arrêté, ainsi que le nom du laboratoire accrédité choisi pour réaliser cette surveillance. Ce protocole prévoit à minima :

- la mesure des PFAS « génériques » listés en annexe 1 du présent arrêté ;
- la mesure des PFAS « spécifiques » listés en annexe 2 du présent arrêté ;
- la mesure des PFAS « spécifiques » pour lesquels l'exploitant aura identifié la pertinence de la recherche en fonction des substances qu'il est susceptible d'émettre ;
- l'estimation de la quantité totale de PFAS présente en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; (...)

Constats :

L'exploitant a réalisé ses trois campagnes d'analyse conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2023, et a transmis les résultats de sa première campagne via GIDAF le 2 août 2024.

Ces campagnes ont été réalisées en amont du process et au point de rejet aqueux de l'établissement ; tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'une analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, un protocole de surveillance des prélèvements et des rejets aqueux, identifiés à l'article 2.1 du présent arrêté, ainsi que le nom du laboratoire accrédité choisi pour réaliser cette surveillance. Ce protocole prévoit à minima : <ul style="list-style-type: none">• la mesure des PFAS « génériques » listés en annexe 1 du présent arrêté ;• la mesure des PFAS « spécifiques » listés en annexe 2 du présent arrêté ;• la mesure des PFAS « spécifiques » pour lesquels l'exploitant aura identifié la pertinence de la recherche en fonction des substances qu'il est susceptible d'émettre ;• l'estimation de la quantité totale de PFAS présente en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;• des conditions représentatives du fonctionnement des installations ;• des conditions représentatives des prélèvements : par exemple par un temps de purge minimal, la vérification de la stabilité des paramètres physico-chimique ou radiochimique du milieu ou toute autre méthode équivalente. La variabilité éventuelle de qualité des eaux est prise en compte. Ce protocole sera validé par l'inspection des installations classées.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par la société CERECO selon la norme NF EN 17025 et conformément au "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE" (https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf), et les analyses ont été confiées au laboratoire Agrolab Deventer aux Pays-Bas (et au laboratoire IANESCO pour la méthode indiciaire des AOF).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour le prélèvements
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, un protocole de surveillance des prélèvements et des rejets aqueux, identifiés à l'article 2.1 du présent arrêté, ainsi que le nom du laboratoire accrédité choisi pour réaliser cette surveillance. Ce protocole prévoit à minima : (...) <ul style="list-style-type: none">• des conditions représentatives du fonctionnement des installations ;• des conditions représentatives des prélèvements : par exemple par un temps de purge minimal, la vérification de la stabilité des paramètres physico-chimique ou radiochimique

du milieu ou toute autre méthode équivalente. La variabilité éventuelle de qualité des eaux est prise en compte.

Constats :

Les prélèvements ont été réalisés sous accréditation, selon la norme NF EN 17025, dans les conditions habituelles d'autosurveillance.

Ils ont été faits par échantillonnage sur une durée de 24 heures dans des conditions normales de fonctionnement du site, sur un échantillon homogène et représentatif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les limites de quantification fournies par les laboratoires AGROLAB Deventer et IANESCO sont conformes aux seuils fixés, et respectent la valeur de 0,1 µg/l pour chaque substance PFAS et 2 µg/l pour l'AOF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission des résultats de mesures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2023, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de mesures

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les résultats ont été transmis via la plateforme GIDAF dans les délais prescrits par l'arrêté

préfectoral complémentaire.
Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Dérogation

Prescription contrôlée :

Des adaptations pourront être accordées à titre exceptionnel par le préfet, sur la base d'une demande adressée à la préfecture et dûment motivée. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État.

Constats :

L'exploitant n'a pas fait de demande de dérogation et n'envisage pas d'en déposer en cas de passage de seuil sécheresse (cf. point de contrôle suivant - exemption).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Exemption

Prescription contrôlée :

Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées.

Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.

Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25% pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant.

Pour les ICPE, les déclarations des prélèvements et consommations sont effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Constats :

Les volumes prélevés et rejetés par le site TEFAL à Tournus sont les suivants :
2023 : Prélèvement = 12 703 m³ // Rejet = 10 615 m³

2022 : 20 164m³ // 16 923 m³
2021 : 29 500 m³ // 22 346 m³
2020 : 30 043 m³ // 24 631 m³
2019 : 27 900 m³ // 23 627 m³

Depuis 2018, le site a réalisé une réduction de ses prélèvement de 54,4% (>20% indiqué dans les champs d'exemption de la note d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023) ; dans ces conditions, **l'exploitant est invité à élaborer et à tenir à jour un Plan de Sobriété Hydrique démontrant les économies déjà réalisées, la réduction au minimum de ses besoins en eau, le bilan des mesures temporaires mises en place...**

NB : En cas de passage de seuil d'alerte renforcée et de crise, il est rappelé l'obligation de déclaration d'informations relatives à ses prélèvements via GIDAF, tel qu'indiqué à l'article 2-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite